

# L'éducation en Afrique

Fulgence KONE

Héritée de la colonisation, l'école en Afrique était essentiellement orientée vers l'enseignement général. Sa mission était, entre autre :

- de doter l'administration coloniale de collaborateurs lettrés pour servir efficacement de relais entre elle et le reste de la population analphabète ;
- de former les cadres de la Fonction publique pour l'administration des républiques naissantes.

A cet égard, l'école a bien rempli sa mission. Tant et si bien qu'elle est devenue le seul lieu d'excellence. La fonction publique était considérée comme unique voie de réussite sociale.

Aujourd'hui, cet aspect de sa mission est obsolète, car les fonctions publiques ont trop d'agents par rapport aux besoins, et ces pays sont soumis à un programme d'ajustement structurel par la Banque mondiale et le Fond monétaire international.

Globalement, l'école continue de fonctionner sur ces bases, malgré les évolutions structurelles et socio-économiques.

En dépit des efforts financiers des gouvernements, on constate un immobilisme dont on peut énumérer quelques causes :

- les qualifications et les formations actuellement proposées aux jeunes ne correspondent pas aux besoins du marché de l'emploi, à l'esprit d'entreprise et de créativité ;
- la surcharge des classes et le manque évident de moyens rendent les enseignants inefficaces. Dans l'enseignement de base, il n'est pas rare de trouver des classes de CP comptant cent ou cent vingt élèves pour un seul enseignant, malgré le double flux instauré ici et là ;
- l'insuffisance de formation et de suivi des enseignants ainsi que leurs conditions matérielles, les démotivent et les rendent inefficaces.

Conformément à la déclaration, faite en 1994, par l'Assemblée Générale de l'OIEC (Office International de



l'Enseignement Catholique) à Rome sur "*L'école catholique ouverte à tous*" - déclaration qui s'inscrit dans l'optique du suivi de la conférence de Jomtiem (1990) - l'enseignement catholique, dans le cadre de sa mission de service d'intérêt général, entend participer activement à la rénovation du système scolaire en Afrique pour mieux répondre aux besoins éducatifs fondamentaux des jeunes et des adultes, sans aucune discrimination de race, de sexe ou de religion.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que dans les pays d'Afrique subsaharienne, la plupart des sept à huit millions d'élèves accueillis dans l'enseignement catholique ne sont pas du tout de religion catholique.

Les structures étatiques existantes étant insuffisantes pour répondre - en quantité et en qualité - aux besoins de formation des cadres et l'éducation fondamentale, les écoles catholiques africaines francophones, à cause de cette pénurie, sont obligées de recruter leurs cadres et de les former sur le tas, à moins qu'ils ne soient envoyés en France ou en Europe, pour leur formation.

Bien que généralement intéressantes et d'excellente qualité, les formations dispensées en France, à ces cadres, présentent quelques limitations. Mais, elles permettent au stagiaire de prendre du recul vis-à-vis de son milieu et du quotidien pendant un certain temps pour aller voir ailleurs et s'enrichir d'autres expériences.

Alors, il apparaît nécessaire et urgent de trouver une autre voie qui n'exclut pas les premières, car ces évolutions inéluctables du système éducatif africain doivent s'opérer directement en Afrique.

Cette formation est un point de départ pour la démultiplication de la formation des maîtres, dans une conception de l'école comme véritable outil de développement social, économique, culturel et humain.

L'Isapac (Institut Supérieur Africain pour la Promotion de l'Education Chrétienne) a été créé pour répondre à ce besoin de formation des maîtres devant enseigner dans des établissements catholiques.

### **Qu'est-ce que l'Isapec ?**

Comme son nom l'indique, l'Isapec est un institut catholique pour la formation initiale et continue des cadres de l'éducation. J'entends par cadres tous ceux qui sont en responsabilité institutionnelle dans nos établissements : cela va du chef d'établissement au directeur diocésain, en passant par les conseillers pédagogiques, les gestionnaires, les formateurs des enseignants.

L'Isapec est né d'une formidable volonté politique des responsables nationaux de l'Enseignement Catholique de dix-sept pays francophones réunis à l'occasion du congrès de l'OIEC à Bamako en février 1993.

### **La mission de l'Isapec est triple :**

- Elle est pédagogique et professionnelle.

C'est un outil de service :

- de la formation initiale et continue des cadres,
- de l'animation de nos structures d'éducation,
- de l'accompagnement des pays et des équipes dans

l'élaboration, la mise en œuvre et aussi l'évaluation de leurs projets de formation,

- de la recherche sur l'éducation,
- de la valorisation des innovations pédagogiques menées dans différents pays.

- Elle est politique.

L'Isapec participe, à sa façon, à une intégration régionale, et à une coopération sud/sud par la mutualisation des compétences existant dans les 17 pays qui participent au projet.

- Elle est ecclésiale.

C'est la mise en acte d'un œcuménisme d'Églises, puisque nous travaillons avec nos frères protestants, méthodistes et évangéliques de Côte-d'Ivoire.

La même expérience est en cours dans d'autres pays.

### **Quant aux objectifs, il sont principalement :**

- Répondre aux demandes de formation formulées par les pays ; l'Isapec n'intervient qu'à la demande exprimée par les



responsables nationaux de l'enseignement.

- Former les cadres à l'exercice de leurs responsabilités administrative, pédagogique et pastorale dans les structures catholiques d'éducation et de formation, aussi bien de formation initiale que continue.

- Former des formateurs africains pour, qu'à leur tour, ils en forment d'autres, et ainsi, par effet de démultiplication, répondre aux besoins de formation des maîtres de chaque pays.

- Mettre en place les structures nécessaires de formation des cadres et des enseignants :

  - au niveau inter-africain (l'Isapec),

  - au niveau régional (l'Institut de Formation Pédagogique), en lien avec les universités catholiques d'Afrique,
  - au niveau national (antennes Isapec).

- Animer une réflexion de fond sur les problèmes éducatifs en Afrique et valoriser les initiatives et les expériences innovantes menées ici et là.

L'Association Internationale pour la Promotion de l'Education en Afrique (AIPEA) est l'association support juridique de l'Isapec. N'oublions pas que l'Isapec est un outil de travail au service de nos écoles. C'est le premier outil et nous espérons que ce ne sera pas le dernier. Notre ambition est de doter l'enseignement catholique africain d'outils de travail multiples et performants.

**Notre porte d'entrée a été faite pour les cadres pour deux raisons essentielles :**

- d'abord parce qu'il n'existe, nulle part en Afrique, une structure de formation pour eux ; ils sont formés sur le tas ou envoyés en Europe ;

- la seconde raison, est que la refondation de l'école repose sur les cadres qui participent à la définition des orientations et qui travaille à leur mise en œuvre.

On peut, facilement, imaginer que l'Isapec soit complété par des structures de formation des maîtres.

Nous avons voulu cette association internationale ouverte à d'autres partenaires, en dehors de l'Afrique, soucieux des

problèmes éducatifs africains, et souhaitant y adhérer.

Au cours de ces quatre années, nous avons réussi :

- à construire le projet, à le faire accepter par les uns et les autres, à trouver des partenaires financiers,
- à former une équipe de vingt formateurs africains venus de huit pays différents, pendant trois ans, à raison de quatre sessions de quinze jours par an,
- à intervenir dans douze pays différents auprès de mille six cents cadres environ,
- à mettre en place les structures fonctionnelles de l'institut lui-même,
- à organiser un colloque, en novembre 97, sur les stratégies de changement.

À court terme, nous sommes en train de monter la formation de la seconde promotion. Nous avons une équipe de formateurs Isapec pour l'apprentissage des cadres.

Elle a le mérite d'exister et ne s'usera que si l'on ne s'en sert pas. Cependant, malgré les qualités individuelles et collectives, cette équipe ne peut pas répondre à toutes les sollicitations, d'autant plus qu'elle est constituée de personnes en responsabilité dans leur pays.

Il nous faut compléter le dispositif avec des relais nationaux, d'où l'idée de former une seconde vague de formateurs qui auront un rôle différent des premiers. Ce sont eux qui constitueront les antennes nationales de l'Isapec pour organiser, mettre en œuvre et assurer le suivi des formations des maîtres, sous l'autorité du responsable national. Chaque pays pourra avoir une petite équipe de 3 ou 4 personnes formées à cette fin. Cette formation va démarrer avec 40 à 50 stagiaires, et ce pour 3 ans.

Dans le court terme, nous avons également à honorer des interventions à la demande ; il y a en attente de finalisation, des interventions demandées par la Guinée, le Rwanda et le Congo démocratique.

À moyen terme, nous projetons un séminaire de formation en partenariat avec l'Université Catholique d'Afrique-Centrale (UCAC) à Yaoundé en juillet 99, sur le thème "*le gou-*



*vernement et la gestion administrative et financière d'une structure catholique d'éducation et de formation". De même, nous réfléchissons parallèlement avec l'Institut Catholique de l'Afrique de l'Ouest (ICAO) à un séminaire de formation sur "la pastorale en milieu scolaire".*

Pour ce qui est du long terme, nous pensons qu'il faut arriver à mettre en place, toujours en lien avec les Universités Catholiques, des Instituts Régionaux pour la Formation Initiale et Continue des Maîtres du primaire et du secondaire. Avec ces outils-là, nous aurons de quoi travailler efficacement.

**Nous avons pu réaliser nos projets grâce :**

- au Ministère Français de la Coopération et du Développement.

- Au Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD).

- A l'Enseignement Catholique Français.

- Aux 20 formateurs Isapéc.

- A la Conférence Episcopale Italienne.

- Aux cotisations des 17 pays membres (Bénin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Togo, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad).

Mais tout cela a été possible grâce à la disponibilité, à l'engagement des acteurs et au soutien des Evêques.